



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8286>

Élections et recomptage en Équateur : les dangers de la stratégie de la droite

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 01.2017 - Journal des Alternatives. Vol.8 - No.05, mai 2017 -

Date de mise en ligne : lundi 1er mai 2017

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Le second tour de l'élection présidentielle en Équateur s'est presque conclu le 2 avril dernier lorsque le Conseil national électoral a annoncé une faible avance pour Lenín Moreno, successeur de Rafael Correa comme candidat du parti au pouvoir, Alianza PAIS. Presque conclu puisque, s'appuyant sur un sondage mené à la sortie des bureaux de scrutin, l'opposant de droite et ex-banquier Guillermo Lasso a déclaré qu'on lui avait volé la victoire. Il réclama ensuite un recomptage total, puis l'annulation pure et simple du scrutin, avant de finalement déclarer qu'il ne reconnaîtrait jamais la légitimité du nouveau président. Cette stratégie vise à fomenter la polarisation et n'est pas nouvelle : elle sert à une droite qui se soucie davantage de se débarrasser de la gauche que de bâtir des institutions.

La campagne et ce qui était en jeu

L'Équateur fait partie de ces pays d'Amérique latine qui ont élu un gouvernement au penchant de gauche et ont tenté diverses politiques économiques et redistributives hétérodoxes au cours de la première décennie du millénaire. Ce mouvement, qualifié de « vague rose », marquait une rupture avec les années 1990 alors que le continent était largement gouverné par des partis de droite appliquant des politiques néolibérales.

Alors que bien d'autres gouvernements de cette vague rose ont été chassés du pouvoir, soit par des élections (Argentine) soit par des manoeuvres à la constitutionnalité discutable (Honduras, Paraguay, Brésil), l'Équateur était encore dirigée par un gouvernement associé à cette vague.

L'enjeu de l'élection de 2017 en Équateur était donc le maintien d'un tel gouvernement au pouvoir. Rafael Correa, élu en 2006, et son parti Alianza PAIS, ont guidé un processus d'assemblée constituante dont le résultat fut entériné par référendum. La constitution issue de ce processus s'organise autour du concept autochtone de *sumak kawsay* —le bien vivre—, qui définit le développement non comme la seule croissance économique, mais comme la réalisation des aspirations individuelles par un renforcement du lien social en harmonie avec la nature.

S'appuyant sur cette nouvelle constitution, le président Correa et son parti se sont maintenus au pouvoir depuis. Grâce à la récupération de la rente pétrolière et à la hausse des prix du brut, ils ont investi dans les services de santé et d'éducation, les transferts directs et conditionnels ainsi que dans les infrastructures afin de diminuer les inégalités et d'entretenir une croissance économique. Le gouvernement est parvenu à maintenir une stabilité politique remarquable alors qu'aucun président élu n'avait terminé son mandat au cours de la décennie précédente.

Cependant, la crise économique mondiale et la récente chute des prix du pétrole ont affecté l'économie ainsi que la capacité de redistribution de l'État. Afin de maintenir les liquidités publiques, Correa a grandement augmenté la dette étrangère dont il était pourtant fier de s'être débarrassé, et a accéléré le développement minier. Il a de plus abandonné le projet Yasuni-ITT qui promettait de ne pas exploiter certaines réserves de pétrole afin de préserver une région amazonienne à la biodiversité exceptionnelle, qui est aussi le milieu de vie de peuples autochtones. Pour soutenir l'investissement privé, son gouvernement a signé une loi qui encourage les partenariats public-privé. Plus récemment, afin d'augmenter les exportations et d'équilibrer la balance commerciale, Correa a signé un traité de libre-échange avec l'Europe alors que son rejet avait été l'un des points forts de ses premières campagnes.

Ce changement de cap graduel a suscité l'opposition croissante des mouvements sociaux, notamment autochtones, avec lesquels les relations sont devenues de plus en plus tendues. Les manifestations d'opposants ont fait face à une répression croissante et à la judiciarisation de protestataires. Cette évolution du gouvernement a poussé d'importants secteurs de la gauche à devenir de plus en plus critiques. Certaines franges du mouvement autochtone ont même décidé d'appuyer le candidat de droite Guillermo Lasso afin de freiner le parti au pouvoir, alors même que les politiques promises par ce dernier sont semblables aux politiques néolibérales combattues par les autochtones dans les années 1990 : rationalisation de l'État pour diminuer les déficits, baisse des impôts, libéralisation des

institutions de contrôle pour encourager l'investissement privé et ouverture commerciale. Le tout, promettait-il, devant mener à la création d'un million d'emplois.

Les principaux opposants et les résultats du premier tour

À la suite de l'élection présidentielle de 2013 où il avait obtenu 22,3 % des suffrages contre Correa, Lasso avait déclaré qu'il représentait désormais la principale force d'opposition. Les résultats de 2017 lui donnent raison a posteriori, mais la droite s'est tout de même présentée divisée au premier tour. La candidate Cynthia Viteri du parti Madera de Guerrero a gagné 16,3 % des suffrages, et avec les 28 % récoltés par Guillermo Lasso du parti CREO, la droite a recueilli plus de votes (44,3 %) que Lenín Moreno (39,4 %) au premier tour. Les règles électorales prévoient qu'il faut 40 % des voix et plus de 10 % d'écart avec le second candidat pour que le président soit élu en un seul tour. Le résultat de Lenín Moreno démontre la baisse de popularité du gouvernement et du parti Alianza PAIS sans la figure de Correa à sa tête.

Néanmoins, le parti au pouvoir a maintenu une popularité non négligeable. Le premier tour était aussi l'occasion de renouveler l'Assemblée nationale, et même s'il perd du terrain, le parti Alianza PAIS a conservé la majorité des sièges. Il a par ailleurs obtenu l'aval populaire à l'occasion d'une consultation visant à interdire la candidature de citoyens détenant des biens ou des capitaux dans des paradis fiscaux.

Les résultats du deuxième tour

Les résultats officiels du deuxième tour ont donné une avance de 225 000 votes à Lenín Moreno qui obtient 51,16 % du total contre 48,84 % pour Guillermo Lasso. Dès les premiers résultats officiels, Guillermo Lasso dénonçait un détournement électoral et quelques jours plus tard il déclarait que des irrégularités sur plus de 4 000 procès-verbaux de bureaux de scrutin justifiaient un recomptage total. Le Conseil national électoral a accepté de procéder à un recomptage partiel pour les urnes correspondant à 3 865 desdits procès-verbaux.

Cela n'était pas suffisant aux yeux de Guillermo Lasso, qui a refusé de participer à ce qu'il a qualifié de « show ». Le recomptage s'est donc déroulé le 18 avril en l'absence de l'opposition. Il a abouti à une différence de résultats d'approximativement 2 000 votes sur les 1,275 million recomptés, soit 0,2 % des voix qui sont venues renforcer la victoire de Moreno. Lasso a une fois de plus refusé de reconnaître la défaite, mais a tout de même annoncé que son parti se préparerait pour les prochaines élections régionales. Les jours séparant le vote du recomptage ont été marqués par de nombreuses manifestations de rue où des partisans de Lasso ont dénoncé la fraude, auxquelles le parti au pouvoir a répondu en appelant aussi à des rassemblements partisans.

La stratégie anti-institutionnelle de la droite

La stratégie de la droite en Équateur a ceci d'efficace qu'elle cherche à jouer sur deux tableaux. Elle vise à augmenter ses appuis électoraux tout en augmentant la polarisation politique par le discrédit des institutions. Miner la confiance dans les institutions n'apparaît pas comme un grand risque pour une droite dont les politiques sont orientées vers une diminution du contrôle de l'État sur ses activités.

Des stratégies similaires ont été utilisées en Argentine (2015), où des allégations de corruption ont alimenté la campagne électorale de la droite, et au Brésil, où elle servait à justifier la destitution de Dilma Rousseff (2016). Dans ce dernier cas, tout comme dans celui de Fernando Lugo au Paraguay (2012), les allégations de corruption ont suffi à renverser la présidence puisque ce sont les instances politiques, et non juridiques, qui ont décidé de la destitution. Des interprétations douteuses des règles constitutionnelles avaient également été utilisées pour légitimer le coup d'État contre Manuel Zelaya au Honduras en 2009.

Une tendance se dégage de ces récentes campagnes : celle de ne pas craindre de miner les institutions en place pour les débarrasser des gouvernements associés à la gauche. La montée de la vague rose avait été marquée par des promesses de transformations profondes, nécessitant un renouveau institutionnel à travers de nouvelles constitutions (Venezuela, Équateur, Bolivie) ou l'extension de la démocratie participative (Brésil). Ces promesses sont loin d'avoir été entièrement tenues. Faut-il se contenter d'évoquer les facteurs conjoncturels (la crise internationale, les faibles prix du brut) pour accepter que les promesses de la gauche aient été brisées ? Même si on répond non à cette question, on comprend que le programme de la droite, notamment dans sa plus récente expression en Équateur, repose moins sur la volonté de refonder des institutions d'État plus justes et solides que sur celle d'en diminuer l'importance.

Dans des sociétés historiquement aussi inégalitaires, demandons-nous qui tire le meilleur profit de la dévalorisation des institutions pour alimenter la polarisation politique ?